Journal officiel
de l'Union européenne

FR
Série C

C/2025/5151

28.10.2025

Avis du Comité économique et social européen

Recommandations de la société civile organisée pour faire face à la crise du coût de la vie

(avis d'initiative)

(C/2025/5151)

Rapporteur: **Krister ANDERSSON**

Rapporteur: **Krzysztof BALON**

Rapporteur: **Thomas KATTNIG**

Conseillers	Tellervo KYLÄ-HARAKKA-RUONALA (pour le rapporteur Krister ANDERSSON) Kamila PŁOWIEC (pour le rapporteur Krzysztof BALON) Peter HILPOLD (pour le rapporteur Thomas KATTNIG)
Décision de l'assemblée plénière	5.12.2024
Base juridique	Article 52, paragraphe 2, du règlement intérieur
Compétence	Section «Union économique et monétaire et cohésion économique et sociale»
Adoption en section	4.7.2025
Adoption en session plénière	17.7.2025
Session plénière n°	598
Résultat du vote (pour/contre/abstentions)	170/3/1

Préambule

Le présent avis s'inscrit dans un ensemble plus étendu d'avis du CESE consacré à la crise du coût de la vie. Dans ces avis, le CESE examine les différentes facettes de ce défi pour l'action politique et présente un ensemble complet et étendu de recommandations aux responsables politiques européens et nationaux, aux organisations de la société civile et aux autres parties prenantes. Le paquet comprend sept «avis sectoriels» ([1])*, dont chacun traite de questions relevant d'un domaine politique spécifique. En outre, un avis-cadre* ([2]) *présente les recommandations politiques générales visant à résoudre la crise du coût de la vie dans son ensemble et à renforcer la résilience face aux crises futures.*

([1]) Avis du Comité économique et social européen — Réindustrialisation de l'Europe — opportunités pour les entreprises, les travailleurs et les citoyens dans le contexte de la crise du coût de la vie (avis d'initiative) (JO C, C/2025/4206, 20.8.2025, ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/4206/oj), Avis du Comité économique et social européen — Sortir des crises — Mesures en faveur d'une économie européenne résiliente, cohésive et inclusive (avis d'initiative) (JO C, C/2025/3195, 2.7.2025, ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/3195/oj); Avis du Comité économique et social européen — De la contribution des dysfonctionnements du marché unique à la hausse du coût de la vie (avis d'initiative) (JO C, C/2025/3189, 2.7.2025, ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/3189/oj); Avis du Comité économique et social européen — Supprimer progressivement les subventions aux combustibles fossiles tout en garantissant la compétitivité européenne, en atténuant la crise du coût de la vie et en promouvant une transition juste (avis d'initiative) (JO C, C/2025/3191, 2.7.2025, ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/3191/oj); Avis du Comité économique et social européen — Fragmentation des chaînes d'approvisionnement et incidence sur le coût de la vie (avis d'initiative) (JO C, C/2025/4209, 20.8.2025, ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/4209/oj), Avis du Comité économique et social européen — Comment faire face à la perte de pouvoir d'achat et au risque de creusement des inégalités, d'exclusion et de marginalisation (avis d'initiative) (JO C, C/2025/4208, 20.8.2025, ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/4208/oj), Avis du Comité économique et social européen — Hausses des prix dans les secteurs des transports, de l'énergie et du logement: le rôle de services publics de qualité dans la lutte contre le coût élevé de la vie (avis d'initiative) (JO C, C/2025/3192, 2.7.2025, ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/3192/oj).

([2]) Avis du Comité économique et social européen — Recommandations de la société civile organisée pour faire face à la crise du coût de la vie (avis d'initiative) (JO C, C/2025/5151, 28.10.2025, ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/5151/oj).

1. **Conclusions et recommandations**

1.1. Depuis 2021, partout en Europe, les conditions de vie des citoyens ont pâti des effets de l'augmentation du coût de la vie, et notamment celle des prix de l'énergie, des denrées alimentaires et du logement, conjuguée à une hausse générale des prix. Malgré la reprise que nous avons connue jusqu'à présent, les prix restent élevés, et l'incertitude géopolitique risque de les pousser à nouveau vers le haut.

1.2. Le CESE estime qu'il est essentiel que l'Union soit bien préparée afin de prévenir l'apparition éventuelle de nouvelles situations qui rendraient la vie plus chère et d'y remédier, en temps utile. Si l'objectif est avant tout d'empêcher la survenue des crises, il convient aussi d'améliorer la résilience face aux risques et, en dernier recours, d'atténuer les incidences réelles. La gestion des crises nécessite de prendre des mesures structurelles à long terme, ainsi que de mener des actions urgentes et ponctuelles.

1.3. Pour modérer le coût de la vie, il est crucial de garantir à l'ensemble de la population un accès abordable à des services d'intérêt général (SIG) de qualité. Le CESE plaide en faveur d'une coopération et d'une répartition adéquate des tâches entre les secteurs public, à but non lucratif et privé. Il souligne également le rôle de financements et d'investissements adaptés et du développement d'approches innovantes.

1.4. Les prix de l'énergie sont un paramètre essentiel tant pour les ménages que pour les entreprises. Le CESE a prôné une réforme en profondeur ([3]) de l'architecture du marché de l'énergie, afin de faire baisser les prix de l'énergie et de les stabiliser. Il milite aussi pour des réformes bien conçues en matière de taxation de l'énergie, et une suppression progressive et fondée sur le préjudice des subventions en faveur des combustibles fossiles, menées de sorte à réduire les coûts pour les ménages et les entreprises, à contribuer au soutien des plus vulnérables et à stimuler les investissements dans des systèmes énergétiques décarbonés et dans la recherche et l'innovation.

1.5. Pour améliorer la sécurité économique et la résilience face aux hausses de prix externes, il apparaît de plus en plus important de disposer d'une forte capacité de production européenne. Le CESE recommande d'adopter une politique industrielle moderne, globale et axée sur l'innovation, afin de favoriser la «réindustrialisation» de l'Europe. Pour que les coûts de production deviennent compétitifs, il convient de garantir l'accès à l'énergie et aux matières premières à des prix équitables. Il est en outre crucial de disposer d'un meilleur accès au financement, y compris pour les PME et les entités de l'économie sociale.

1.6. Le CESE souligne la nécessité de simplifier la réglementation, d'accélérer les procédures d'autorisation et de réduire les charges administratives improductives, afin de limiter les coûts et de promouvoir l'innovation, les investissements et le commerce, sans pour autant abaisser le niveau des normes sociales et environnementales.

1.7. Le marché unique est un atout inestimable pour les citoyens de l'Union en ce qu'il leur permet de disposer d'une plus large gamme de produits à des prix plus bas tout en offrant une sécurité économique face aux chocs de prix externes. Le CESE plaide fermement en faveur de l'élimination des dysfonctionnements du marché, grâce à l'application effective des règles existantes du marché unique et de la concurrence et à la réduction des barrières qui font toujours obstacle aux «quatre libertés» existantes ainsi qu'à la «cinquième liberté» relative à l'innovation et à l'éducation.

1.8. Il convient aussi de garantir des conditions favorables au commerce durable et équitable, afin de maintenir des prix raisonnables. Le CESE demande que l'on renforce activement les accords commerciaux et les partenariats économiques, en tenant dûment compte des normes sociales et environnementales, afin d'atteindre de nouveaux marchés et de diversifier les chaînes d'approvisionnement, et ainsi d'être moins vulnérable aux mesures commerciales protectionnistes et à leurs impacts sur les prix.

1.9. Le CESE estime qu'il importe de veiller à ce que les politiques et les mesures qui influent sur le coût de la vie soient équitables et efficaces, qu'elles concernent la double transition écologique et numérique, les chaînes de valeur, la sécurité sociale, la fiscalité ou tout autre sujet pertinent. Cela implique de prendre en considération les aspects économiques, sociaux et environnementaux d'une manière intégrée et dans une logique de synergie.

1.10. Ce sont les plus vulnérables qui sont les plus durement touchés par un coût élevé de la vie, ce qui accroît les inégalités. Le CESE invite les États membres à prévoir des mesures de soutien ciblées pour protéger spécifiquement les personnes les plus défavorisées, basées sur un suivi et des analyses d'impact appropriés. Lors de l'élaboration de politiques visant à agir sur le coût de la vie, il convient également d'accorder une attention particulière aux incidences à long terme sur les générations futures.

([3]) Avis du Comité économique et social européen — L'avenir de l'offre d'électricité et de sa tarification dans l'Union européenne (avis d'initiative) (JO C, C/2025/1187, 21.3.2025, ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/1187/oj).

1.11. Des efforts doivent être spécifiquement dirigés vers une offre de logements adéquats et abordables répondant à différents besoins, y compris pour les jeunes. L'innovation et un aménagement judicieux du territoire sont nécessaires pour accélérer la construction et la rénovation. Le logement social devrait être renforcé afin de contribuer à rendre le logement accessible et abordable pour tous.

1.12. Le CESE souligne que, pour assurer la résilience économique et sociale face aux augmentations de prix, il est crucial de favoriser la création de postes de qualité et de garantir le plein emploi et un travail décent, sur un marché inclusif. Pour cela, il faut mettre en place un environnement favorable à l'entrepreneuriat et aux entreprises, notamment en soutenant le développement de l'économie sociale, qui est essentielle afin de créer des emplois pour ceux qui ne sont pas en mesure de travailler sur le marché du travail primaire.

1.13. Le CESE insiste sur le fait que l'éducation et le développement des compétences jouent un rôle clé pour permettre aux individus de trouver des emplois de qualité et d'améliorer leurs revenus. Un dialogue social efficace et une négociation collective bien développée, qui respectent les pratiques nationales et l'autonomie des partenaires sociaux, sont des moyens essentiels pour traiter les questions de pouvoir d'achat liées au monde du travail, contribuant ainsi à la cohésion sociale et à une vie décente pour tous. Le dialogue civil est quant à lui nécessaire pour inclure les points de vue des citoyens dans l'élaboration des politiques qui ont une incidence sur leurs conditions de vie.

1.14. Le CESE précise que pour agir sur le coût de la vie, il faut mobiliser des investissements tant publics que privés dans l'innovation et les infrastructures, qui concernent notamment le logement, l'énergie, les systèmes de transport et les systèmes numériques, l'éducation, la santé et les services sociaux, mais aussi les capacités en matière de sécurité et de défense. Pour pouvoir financer le large éventail d'investissements nécessaires pour le bien commun, il convient de promouvoir résolument une productivité plus importante et une croissance économique solide, tout en garantissant la viabilité et la transparence des finances publiques.

2. **Évolutions récentes en matière de coût de la vie**

2.1. Depuis 2021, partout en Europe, mais aussi ailleurs, les citoyens ont subi les effets de l'augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, des coûts du logement et des transports et du tarif des services publics, conjuguée à une hausse générale du prix des biens et des services. Ces évolutions ont mis en péril le respect des valeurs de l'Union européenne, y compris la protection de la dignité humaine, et des dispositions du socle européen des droits sociaux. Elles ont chamboulé les conditions de vie de la population, entraînant des effets négatifs dans le paysage sociétal et politique. Dans certains pays, des mouvements populistes ont présenté des solutions hâtives et simplistes, mais irréalisables, en réponse à des rapports de causalité très complexes.

2.2. L'augmentation subite des prix de l'énergie à la suite de l'agression et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie a alimenté une tendance inflationniste et ainsi réduit les salaires réels. Ce sont les coûts des produits alimentaires de base et d'autres articles de première nécessité qui ont eu tendance à connaître la progression la plus importante: les plus bas revenus ont ainsi tout particulièrement été confrontés à des difficultés pour payer leurs factures, et donc à une plus grande précarité énergétique, avec des conséquences délétères en matière de conditions économiques et d'accès à des services essentiels abordables. Ces évolutions ont incité les gouvernements à agir, notamment pour éviter les inégalités et une répartition inéquitable des préjudices occasionnés.

2.3. Malgré les problèmes, les agrégats sont restés étonnamment solides au regard de l'évolution de la conjoncture économique, comme l'a indiqué la Commission ([4]). L'inflation globale devrait retrouver son niveau cible à moyen terme au cours de l'année 2025, et continuer à diminuer en 2026, à mesure que les chaînes d'approvisionnement se détendent et que les coûts de l'énergie baissent ([5]). Ces prévisions pourraient cependant ne pas se réaliser dans les conditions géopolitiques actuelles. Malgré la désinflation, les prix restent élevés, ce qui représente un fardeau pour les ménages et les entreprises.

([4]) Document de travail des services de la Commission «Rapport 2025 sur la zone euro» accompagnant la recommandation de recommandation du Conseil concernant la politique économique de la zone euro [COM(2024) 704 final].

([5]) Étude de la Banque centrale européenne (BCE) sur l'inflation, 2023.

2.4. Le succès de la désinflation s'est accompagné de marchés du travail solides, qui ont dissipé les craintes de pertes d'emplois généralisées face à d'importants chocs macroéconomiques. Selon la Commission, la résilience des marchés du travail a été essentielle pour soutenir l'économie ([6]). C'est dans le secteur des services que la croissance de l'emploi a été la plus forte, surtout dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication, de la finance et de l'assurance, ou encore de l'immobilier, ainsi que dans le secteur public. Entre 2022 et la mi-2024, le nombre de personnes occupant un emploi a progressé de trois millions dans la zone euro, avec un début d'augmentation des salaires réels sous l'effet de la baisse rapide de l'inflation ([7]), mais tous les États membres et toutes les régions n'en ont pas bénéficié. La reprise économique a été freinée par de nouvelles préoccupations géopolitiques, et certains secteurs ont enduré d'importants licenciements et de nombreuses faillites.

2.5. La Commission note que le regain de pouvoir d'achat est bénéfique d'un point de vue économique et social, car il contribue à la demande globale. La capacité de la zone euro à absorber les chocs et à rebondir, qu'a illustrée sa réponse à la pandémie et au choc énergétique, a contribué à ce résultat. Dans l'ensemble, la croissance annuelle moyenne du PIB réel devrait progressivement augmenter. Cependant, les disparités régionales persistent, et l'incertitude géopolitique accrue pourrait présenter des risques, tant en ce qui concerne les perspectives de croissance que l'évolution du marché du travail.

2.6. Comme l'a rapporté la Commission, la proportion de personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale a légèrement diminué, mais les problèmes sociaux persistent ([8]). Selon les estimations rapides d'Eurostat, on s'attend à ce que la proportion de personnes exposées au risque de pauvreté dans la zone euro soit elle aussi restée stable en 2024. Dans certains pays, une baisse du risque de pauvreté peut être partiellement liée à de fortes augmentations des salaires minimaux légaux ([9]), mais un cinquième de la population de l'Union est tout de même exposé au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

2.7. Après avoir augmenté pendant la crise énergétique, la détresse financière demeure importante, aussi bien pour les ménages aux revenus les plus faibles que pour la tranche inférieure des revenus intermédiaires. Dans un contexte où les prix sont plus élevés et les coûts de financement aussi, les ménages aux revenus les plus faibles dans l'Union font état d'un niveau important de détresse financière, qui dépasse celui des autres groupes de revenus ([10]).

2.8. Les préoccupations grandissent en ce qui concerne l'accessibilité du logement, dont les coûts ont continué à augmenter plus vite que les revenus, avec des conséquences sur la stabilité économique, la cohésion sociale et le bien-être des familles. Les pénuries de logements peuvent aussi nuire à la croissance et à la compétitivité à long terme, ainsi qu'à la cohésion sociale, étant donné que les problèmes de disponibilité et d'accessibilité financière des logements peuvent freiner la mobilité de la main-d'œuvre et la mobilité résidentielle, surtout s'ils ne sont pas corrigés par des politiques du logement adéquates.

2.9. La situation géopolitique et géoéconomique pourrait tout à fait entraîner de nouvelles hausses de prix ([11]). En outre, des politiques court-termistes sur le plan intérieur, tant à l'échelon des États membres qu'à celui de l'Union, découlant par exemple d'analyses d'impact inadéquates, pourraient elles aussi contribuer à une augmentation des prix. Puisque les conditions évoluent constamment, il convient de mettre en place un suivi et une évaluation intensifs, et l'Union doit être bien préparée afin de prévenir l'apparition éventuelle de nouvelles situations qui rendraient la vie plus chère et d'y remédier, en temps utile.

3. **Observations générales**

3.1. En général, la gestion des crises comporte une série d'éléments et d'étapes, l'objectif étant avant tout de prévenir les crises, mais aussi d'améliorer la résilience face aux risques et, en dernier recours, d'atténuer les incidences pour limiter les dégâts. Cette démarche s'applique aussi à la crise du coût de la vie, et les sections suivantes du présent avis sont organisées suivant cette même logique. Les points de vue et les recommandations sont basés sur des principes universels et transversaux, et complétés par des aspects spécifiques liés à des thèmes sectoriels.

([6]) «Une dynamique des marchés du travail forte a soutenu les revenus et la consommation dans le contexte de la reprise après la pandémie. Le taux de chômage s'est stabilisé à un niveau historiquement bas de 6,3 % en octobre 2024, et [...] le taux d'emploi a quant à lui atteint un nouveau record en 2024, grimpant à 75,3 %.» Op. cit., p. 9.

([7]) Selon l'examen annuel de la Commission de 2024 sur le thème *Labour market and wage developments in Europe* («L'évolution du marché du travail et des rémunérations en Europe»), les salaires réels ont diminué d'environ 2 % depuis 2020, première année de la pandémie: https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/057f23e9-bdc5-11ef-91ed-01aa75ed71a1/language-en.

([8]) Op. cit., p. 13.

([9]) Op. cit., p. 13.

([10]) Op. cit., p. 14.

([11]) Une augmentation des droits de douane risquerait de se traduire par des prix à la consommation plus élevés.

3.2. Le meilleur moyen de prévenir les crises est d'adopter des stratégies tournées vers l'avenir et de mener des politiques saines et durables à tout moment. L'histoire récente nous permet de conclure que la dépendance à l'égard du gaz russe était une erreur de jugement, qui a contribué à une forte augmentation des coûts de l'énergie. Cette hausse des coûts s'est propagée à d'autres secteurs de l'économie, provoquant l'inflation. En outre, l'augmentation constante des coûts du logement a des effets néfastes durables sur la prospérité ainsi que sur le pouvoir d'achat ([12]).

3.3. Il est désormais évident qu'il convient de préserver la stabilité des prix et de tempérer les prix des biens et services essentiels comme l'énergie. Or, les politiques énergétiques mises en place ont aggravé la situation pour de nombreux citoyens, car leurs mesures n'étaient pas suffisamment ciblées. Dans bon nombre de cas, cette situation, déjà grave, a encore empiré en raison d'économies rigides manquant d'autonomie stratégique, qui n'ont pas pu s'adapter et créer de nouveaux emplois assez rapidement, ni développer de nouvelles sources d'énergie, et qui n'ont pas non plus réussi à utiliser correctement les investissements publics pour apporter à l'économie l'impulsion dont elle avait besoin. Les bonnes pratiques pertinentes n'ont pas été appliquées dans tous les États membres.

3.4. La crise énergétique a montré qu'il est nécessaire d'adopter des politiques visant à résoudre les problèmes de façon globale, sous différents angles. Par exemple, il s'est avéré indispensable de procéder à des ajustements au niveau à la fois de l'offre et de la demande d'énergie, et il apparaît plus que jamais évident que c'est dans un mouvement simultané qu'il faut renforcer la sécurité et la diversité de l'approvisionnement, rendre les prix plus abordables et mener à bien la décarbonation. Il importe également de veiller à la cohérence des politiques aux différents niveaux de leur élaboration, entre les différents domaines d'action et à différents moments.

3.5. Cependant, les ajustements nécessaires au niveau des économies impliquent souvent des augmentations des coûts et des prix, qui touchent tous les citoyens, mais nuisent en particulier au pouvoir d'achat des personnes à faibles revenus. Cela met en évidence la nécessité de prendre en considération les aspects économiques, sociaux et environnementaux d'une manière intégrée et dans une logique de synergie, en veillant à ce que les politiques et les mesures soient équitables et efficaces, qu'elles concernent la double transition écologique et numérique, les chaînes de valeur, la sécurité sociale, la fiscalité ou tout autre sujet pertinent.

3.6. Des leçons importantes peuvent aussi être tirées de la pandémie de COVID-19, au cours de laquelle les chaînes d'approvisionnement ont été mises à mal. L'Europe était trop dépendante des importations de nombreux biens stratégiques. Depuis lors, les États membres et la Commission ont commencé à élaborer des stratégies visant à limiter la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement. Cette approche peut être considérée comme une première étape importante pour limiter le risque de chocs extérieurs et de tendances négatives en matière de coût de la vie.

3.7. En outre, en analysant les sources de l'évolution du coût de la vie, il convient de tenir compte des défis démographiques, des conséquences du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, des différentes tensions géopolitiques, des migrations et des disparités régionales.

4. **Comment limiter les risques à l'origine d'un coût de la vie élevé?**

4.1. Pour réduire le coût de la vie, il est essentiel de freiner l'inflation et d'atteindre l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE) en matière de stabilité des prix. La politique monétaire joue un rôle central à cet égard. Outre le niveau général des prix, le coût de la vie dépend de différents facteurs, qui ont une influence sur les prix des différents biens et services et doivent donc faire l'objet de mesures dans d'autres domaines de l'action politique, tels que l'énergie, l'innovation, la concurrence, le commerce, la fiscalité et les dépenses, entre autres.

4.2. Le coût de la vie est étroitement lié à l'alimentation ainsi qu'aux services essentiels que sont notamment l'énergie, l'eau, l'assainissement, le transport, les services financiers et les communications numériques, mais aussi à d'autres services d'intérêt général (SIG) comme le logement, l'éducation, la santé et les soins de longue durée. Les SIG sont aussi importants, car ils contribuent de manière significative à la création de valeur et à l'emploi, renforçant la résilience et la cohésion de l'Union, et car ils jouent un rôle clé dans la réalisation d'une transition écologique et numérique qui soit juste. Le CESE renvoie au rapport Letta ([13]), qui souligne le rôle central des services d'intérêt général au sein du marché intérieur. Il déplore que les règles du droit européen soient fragmentées et répondent à des logiques sectorielles, et demande que soit mis en place un plan d'action pour des services d'intérêt général de haute qualité, dont le maintien et le développement nécessitent des recettes fiscales stables.

([12]) Sur les raisons qui sous-tendent l'évolution des coûts du logement, voir l'avis du Comité économique et social européen — Des logements sociaux décents, durables et abordables dans l'UE (avis d'initiative) (JO C, C/2025/771, 11.2.2025, ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/771/oj).

([13]) Voir le rapport Letta, 2024: https://www.consilium.europa.eu/media/ny3j24sm/much-more-than-a-market-report-by-enrico-letta.pdf.

4.3. Pour pouvoir garantir un accès abordable à ces services, l'infrastructure, la production et d'autres interventions sur le levier de l'offre doivent être suffisantes et efficaces. La coopération et la répartition adéquate des tâches entre les secteurs public, à but non lucratif et privé sont importantes à cet égard ([14]). Parallèlement, il convient d'assurer un accès universel à des services essentiels abordables. La fourniture de SIG de haute qualité nécessite aussi de disposer d'un financement et d'investissements adéquats, ainsi que de développer des approches innovantes, telles que la cocréation par les citoyens et leurs organisations ([15]).

4.4. Les prix de l'énergie sont un paramètre essentiel non seulement pour les ménages, mais aussi pour de nombreuses entreprises, et surtout pour les industries à forte intensité énergétique. Le CESE a plaidé ([16]) en faveur d'une réforme en profondeur de l'architecture du marché de l'énergie, afin d'en faire baisser les prix pour les ménages et de les stabiliser, et de faire en sorte que les coûts de production des entreprises soient plus compétitifs. À long terme, l'Union devrait viser un système énergétique décarboné, avec des prix de l'énergie plus bas. Le retrait progressif des subventions aux combustibles fossiles doit s'opérer de telle sorte que les nouvelles sources d'énergie contribuent à réduire les coûts pour les ménages et les entreprises, et la pression sur les prix à la consommation.

4.5. Un accès compétitif aux matières premières nationales est aussi important pour réduire les coûts de production et limiter la vulnérabilité aux hausses de prix externes. Il est en outre essentiel de disposer d'un meilleur accès au financement, y compris au capital-risque, en particulier pour permettre aux PME d'exercer leurs activités et de proposer des emplois. S'il est atteint, l'objectif de la Commission consistant à réduire de 35 % la charge administrative qui pèse sur les PME permettrait aussi d'améliorer le climat des affaires pour les petites entreprises, tout en respectant les normes sociales et environnementales.

4.6. Des réformes fiscales équitables et bien conçues pourraient contribuer à réduire les coûts tant pour les ménages que pour les entreprises, à favoriser les investissements et à accroître les possibilités d'emploi tout en évitant une concurrence fiscale inutile. Par exemple, la Commission a encouragé les États membres à abaisser les droits d'accise et les taux de TVA sur l'électricité, ce qui permettrait non seulement de réduire le montant des factures d'énergie, mais aussi de contribuer à la décarbonation ([17]).

4.7. L'innovation est essentielle pour améliorer la productivité de toute activité. Il est donc absolument nécessaire d'accroître les investissements à la fois publics et privés dans ce domaine. Pour améliorer l'efficience aussi bien de la production que de la consommation, il faut coûte que coûte développer et adopter des technologies numériques de pointe. Une main-d'œuvre qualifiée est une autre condition préalable à l'augmentation de la productivité. En outre, des initiatives telles que les guichets uniques pour le financement, la sécurité en matière de planification et une meilleure coopération entre les entités administratives et celles chargées du financement, ou encore l'établissement de liens plus étroits entre les entreprises et les universités sont des exemples de promotion de l'innovation.

4.8. Le marché unique est un atout inestimable pour les citoyens de l'Union en ce qu'il leur permet de disposer d'une plus large gamme de produits à des prix plus bas. De nombreux dysfonctionnements empêchent toutefois de tirer pleinement parti du marché commun. Pour améliorer son fonctionnement, il faut notamment appliquer effectivement les règles existantes du marché unique et de la concurrence, améliorer les pratiques en matière de marchés publics grâce à des réglementations claires et à un suivi (en particulier en élargissant l'accès aux appels d'offres et en évitant les procédures comportant une seule offre), mais aussi s'efforcer de réduire les barrières qui font toujours obstacle aux «quatre libertés» existantes ainsi qu'à la «cinquième liberté» présentée dans le rapport Letta ([18]).

4.9. Pour fonctionner correctement, le marché unique doit également disposer d'une infrastructure physique performante, y compris des réseaux de transport et d'énergie et des réseaux numériques qui soient décarbonés. Les investissements dans ce domaine doivent aussi prévoir des mesures de lutte contre les risques pour la sécurité, qu'il s'agisse de menaces physiques ou de cyberattaques. En même temps que d'éviter les défaillances des réseaux, les mesures prises aux fins de leur sécurité et de leur fiabilité empêchent également que ces événements aient des répercussions sur les prix.

4.10. Il convient aussi de garantir des conditions favorables au commerce durable et équitable, afin de juguler la hausse des prix. Cela nécessite de renforcer activement les accords commerciaux, tout en garantissant la réciprocité et le respect des règles commerciales multilatérales et en tenant dûment compte des normes et législations sociales et environnementales aux niveaux européen et international. Il est de plus en plus important de diversifier les partenariats et les marchés, afin d'éviter d'être trop vulnérable aux augmentations de prix dans une situation géoéconomique nouvelle et changeante, caractérisée par le protectionnisme et la fragmentation en blocs.

([14]) Les services peuvent être fournis par des entités publiques ou privées. Par exemple, dans de nombreux États membres, des fournisseurs privés proposent des services de santé (médecine libérale), d'éducation, etc., qui sont financés par des moyens publics.

([15]) Avis du Comité économique et social européen sur le thème «La cocréation de services d'intérêt général comme contribution à une démocratie plus participative au sein de l'UE» (avis d'initiative) (JO C 486 du 21.12.2022, p. 76).

([16]) Par exemple dans l'Avis du Comité économique et social européen — L'avenir de l'offre d'électricité et de sa tarification dans l'Union européenne (avis d'initiative) (JO C, C/2025/1187, 21.3.2025, ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/1187/oj).

([17]) Plan d'action pour une énergie abordable — Exploiter pleinement la vraie valeur de notre union de l'énergie pour garantir à tous les Européens une énergie abordable, efficace et propre [COM(2025) 79 final].

([18]) Voir le rapport Letta, 2024: https://www.consilium.europa.eu/media/ny3j24sm/much-more-than-a-market-report-by-enrico-letta.pdf.

4.11. En outre, il est nécessaire de simplifier la réglementation, d'accélérer les procédures d'autorisation et de réduire les charges administratives improductives, afin de limiter les coûts et de promouvoir l'innovation, les investissements et le commerce, sans pour autant abaisser le niveau des normes sociales et environnementales, au bénéfice des citoyens comme des entreprises.

5. **Comment améliorer la résilience face à l'augmentation du coût de la vie?**

5.1. Une économie solide et stable, les partenaires sociaux et les organisations de la société civile sont les ingrédients fondamentaux de la résilience face aux chocs et aux crises, quelle que soit leur nature. Pour y parvenir, il faut d'une part une croissance économique durable et solide, fondée sur l'augmentation de la productivité, l'emploi, les investissements et l'intégration des marchés. D'autre part, il faut favoriser des systèmes de sécurité sociale solides et la cohésion sociale, respecter les droits fondamentaux et les limites planétaires, et atteindre les objectifs pertinents de l'Union.

5.2. Pour assurer la cohésion et la durabilité économique et sociale, il est crucial de créer davantage de postes de qualité, de garantir le plein emploi et un travail décent, sur un marché inclusif, qui permette à la population, y compris aux personnes ayant des besoins particuliers, de vivre dignement, et d'empêcher le phénomène des «travailleurs pauvres». Pour cela, il faut mettre en place un environnement favorable à l'entrepreneuriat et aux entreprises, ainsi que des politiques actives du marché du travail, mais aussi soutenir activement le développement d'une économie sociale au niveau des États et de l'Union, et d'y investir.

5.3. L'éducation a un rôle essentiel à jouer pour permettre aux individus de décrocher des emplois de qualité et de meilleurs revenus et pouvoir gérer leurs finances. Face à l'évolution rapide des technologies à laquelle les économies sont confrontées, il est devenu essentiel d'investir dans la reconversion et le perfectionnement professionnels pour permettre à chacun de conserver son emploi ou d'en changer. Un dialogue social efficace et une négociation collective bien développée, qui respectent les pratiques nationales et l'autonomie des partenaires sociaux, sont des moyens essentiels pour traiter les questions de pouvoir d'achat liées au monde du travail, contribuant ainsi à la cohésion sociale et à une vie décente pour tous. Le dialogue civil est quant à lui nécessaire pour inclure les points de vue des citoyens dans l'élaboration des politiques qui ont une incidence sur leurs conditions de vie.

5.4. L'éducation et le développement des compétences sont aussi vitaux pour la productivité, tout comme les progrès technologiques et sociaux et les innovations en matière de processus. Étant donné que la croissance de la productivité européenne reste plus lente que celle des États-Unis ou des autres principaux partenaires commerciaux ([19]), il est indispensable d'investir beaucoup plus dans la recherche et l'innovation, ainsi que dans l'éducation et la formation ([20]). Le système général d'enseignement supérieur joue un rôle clé à cet égard.

5.5. D'une manière générale, les politiques d'investissement sont importantes pour accroître la flexibilité et la durabilité des économies. Les rapports Draghi et Letta soulignent la nécessité d'accroître les investissements tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Des investissements publics comme privés sont nécessaires pour développer les infrastructures, y compris physiques et sociales, allant des systèmes énergétiques et numériques aux services éducatifs, sanitaires et sociaux, en passant par les transports et le logement. Il faut garantir qu'un financement suffisant soit disponible à tout moment pour ces investissements de long terme importants.

5.6. La simplification des règles, un aménagement judicieux du territoire ainsi que la recherche et l'innovation peuvent accélérer la construction et la rénovation et réduire leurs coûts. Assurer des investissements suffisants dans le logement constitue un enjeu de plus en plus important. Une attention particulière doit être accordée au logement abordable à l'intention des jeunes, durement touchés par les coûts élevés du logement, ainsi qu'au logement social en tant qu'outil essentiel et prometteur des politiques actives en matière de logement. Selon l'approche actuelle, la politique du logement s'adresse uniquement aux ménages qui ont les revenus les plus bas. Il convient de la revoir, au profit d'une stratégie visant à adapter les règles relatives aux aides d'État en conséquence, conformément au système de réglementation des services d'intérêt économique général (SIEG). La dimension du handicap devrait être intégrée dans tous les programmes de logement afin de veiller à ce que le logement soit non seulement abordable et durable, mais aussi accessible à tous. De plus, des indicateurs relatifs au logement devraient être introduits dans les programmes nationaux de réforme ainsi que dans les programmes de stabilité et de convergence.

([19]) Selon la base de données AMECO, le PIB européen moyen par habitant et par heure travaillée, en parité de pouvoir d'achat, s'élevait en 2023 à 77,8 % de celui des États-Unis.

([20]) Comme les entreprises européennes investissent beaucoup moins dans la recherche et l'innovation que leurs homologues aux États-Unis et en Chine, le CESE souligne la nécessité d'augmenter le ratio d'investissement dans ce domaine (voir «Dix questions essentielles à suivre en 2025», Parlement européen, p. 6).

5.7. Des investissements privés sont avant tout nécessaires à la fois pour créer de nouvelles entreprises et pour développer celles qui existent déjà, créant ainsi des emplois et améliorant la productivité. L'évolution des conditions géopolitiques nécessite aussi d'investir davantage pour renforcer la capacité de production au sein de l'Union. Une politique industrielle moderne et globale, axée sur l'innovation, jouera un rôle clé pour faciliter la «réindustrialisation» de l'Europe.

5.8. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de l'intégration des marchés pour protéger les Européens contre les chocs de prix. Plus de trente ans après la création du marché unique, l'Union doit encore tirer pleinement parti de sa taille (440 millions de consommateurs et 23 millions d'entreprises). L'approfondissement du marché unique permettrait non seulement d'améliorer largement l'efficience et la prospérité, mais aussi d'augmenter la résilience et la sécurité économique de l'Union dans un contexte géopolitique qui a changé, tout en diversifiant les partenariats, le commerce et les chaînes de valeur internationales et en les rendant moins risqués. La poursuite de l'intégration du marché devrait donc se concentrer sur l'amélioration de la compétitivité, de la cohésion sociale et des conditions de vie.

5.9. Après plusieurs années d'expansion budgétaire due à deux crises sans précédent, les décideurs politiques sont invités à se tourner vers des stratégies d'assainissement budgétaire afin de renforcer la viabilité des finances publiques tout en augmentant les investissements. La récente réforme de la gouvernance économique soutient des stratégies d'ajustement budgétaire à moyen terme qui soient adaptées aux besoins spécifiques de chaque économie. En outre, elle devrait promouvoir des réformes structurelles et des investissements qui contribuent à moderniser les économies, à augmenter leur résilience et leur potentiel de croissance, et à garantir la viabilité budgétaire ([21]).

6. **Comment limiter les conséquences de l'augmentation du coût de la vie?**

6.1. Des politiques économiques et sociales élaborées avec soin devraient toujours être mises en œuvre dans toutes les situations. Toutefois, des augmentations rapides du coût de la vie nécessitent aussi de prendre des mesures spécifiques pour atténuer leurs effets, surtout pour les personnes vulnérables. Les plus vulnérables sont les plus durement touchés par le coût élevé de la vie, car les dépenses de base représentent une part plus importante de leurs revenus, ce qui creuse les inégalités et peut conduire à des problèmes de santé ou une exclusion sociale. Il convient donc de prévoir des politiques spécifiques, telles que des plans sociaux pour le climat, des dispositions minutieusement ciblées et des analyses d'impact appropriées, de sorte à garantir que les mesures prises soient efficaces et adaptées. Cela nécessite une collecte de données et un suivi appropriés de la situation.

6.2. De façon générale, un accès abordable aux services d'intérêt général allège la charge qui pèse sur les personnes défavorisées. Les salaires minimaux et les mesures d'aide au revenu sous conditions de ressources contribuent aussi à les protéger. Il est cependant important d'éviter que ces mesures ne produisent des effets de bord conséquents. Il est aussi crucial de développer de multiples activités dans la sphère publique et la société civile, telles que les actions de défense des droits, les centres de conseil spécifiques, les structures d'entraide et les services personnalisés.

6.3. Les conséquences des mesures de politique monétaire visant à freiner l'inflation, comme les hausses des taux d'intérêt, touchent l'ensemble de la société. Des contre-mesures pourraient être nécessaires pour soutenir certaines catégories de la population grâce à des moyens publics. Les allocations de logement, les subventions à la location et les mesures de soutien liées à l'énergie et au transport, ainsi que les allocations familiales majorées, sont des exemples de dispositifs d'aide auxquels les États membres ont souvent recours.

6.4. Une réduction de certaines taxes peut compenser l'augmentation générale des prix, rendant la situation plus supportable. De nombreux États membres ont réduit les taxes sur les carburants et l'énergie lorsque les prix de cette dernière ont augmenté sur le marché mondial. Bon nombre des solutions, comme les réductions fiscales et le renforcement du soutien public, seront supportées par les budgets nationaux. La réaffectation de subventions contre-productives et la lutte contre l'économie informelle pourraient être utiles à cet égard.

([21]) Op. cit., p. 38.

6.5. Dès lors que des modifications sont apportées au régime fiscal ou à celui des subventions, il importe de définir des objectifs clairs et d'analyser minutieusement l'impact qu'elles pourraient avoir, pour éviter des retombées économiques, sociales ou environnementales involontaires, y compris pour les générations futures. La concurrence fiscale déloyale doit être évitée, tout en garantissant un environnement fiscal concurrentiel, y compris vis-à-vis d'autres blocs économiques.

Bruxelles, le 17 juillet 2025.

Le président
du Comité économique et social européen
Oliver RÖPKE